

*Relations entre État et entreprises privées dans la C.E.E.  
Information et contrôle*, par l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES  
JURISTES D'ENTREPRISE, Université de Paris-Dauphine /  
Institut de l'entreprise. — MASSON, Paris, 1978, 206 p.

Volume 56, numéro 1, janvier–mars 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600903ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600903ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

(1980). Compte rendu de [*Relations entre État et entreprises privées dans la C.E.E. Information et contrôle*, par l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES JURISTES D'ENTREPRISE, Université de Paris-Dauphine / Institut de l'entreprise. — MASSON, Paris, 1978, 206 p.] *L'Actualité économique*, 56(1), 141–141.  
<https://doi.org/10.7202/600903ar>

**Relations entre État et entreprises privées dans la C.E.E. Information et contrôle**, par l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES JURISTES D'ENTREPRISE, Université de Paris-Dauphine/Institut de l'entreprise. — MASON, Paris, 1978, 206 pages.

Les interventions de l'Etat en matière économique, sans être un phénomène nouveau, constituent actuellement un des aspects de l'action administrative qui a connu lors de ces dix dernières années un développement particulièrement important en Europe. La description des modes d'intervention de l'Etat étant connue, l'objet du livre n'a pas été de répéter des travaux entrepris ailleurs, mais plutôt d'essayer de mettre en lumière deux aspects de la question encore peu explorés de façon systématique : de quelle information dispose-t-on relativement aux interventions de l'Etat dans les entreprises privées ? A quels contrôles ces interventions sont-elles soumises ?